

## VILLE DE BILLY-MONTIGNY

*L'an deux mille vingt-trois, le 22 NOVEMBRE à 18 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 16 NOVEMBRE 2023, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.*

### Arrondissement de Lens

#### Etaient présents :

Messieurs. B. TRONI, P. CANIVEZ, M. MONNIER, J. ROLLAND, et  
Mmes N. MEGUEULLE, F. BRIKI, L. AVIT, M. BREBION, Adjoints au Maire  
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, M. WATERLOT, T. MOREAU, L. LOOR M.C.  
DELAMBRE et A. FOULON  
Messieurs. R. DEWASMES, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. EECKMAN, Conseillers Municipaux

#### Excusés :

Mme F. ORMAN  
Messieurs P. PECQUEUR (pvr à M. M. MONNIER), M. BAUDERLIQUE (pv. à Mme J. BIESZCZAD-DIANE), R. KRYZANIAK (pvr à A. MILLIEN), Y GAUER (pvr à P. CANIVEZ) et Mme L. VERIN (pv. à Mme N. MEGUEULLE), Conseillers municipaux

Absents : MM J.L. CAILLUYERE, E. LALOUETTE, Mme A. SENECHAL, Conseillers Municipaux

Secrétaire de Séance : Mme A. MOPTY

--==--==--==--

### **N°23-53 : Adhésion au contrat groupe d'assurance statutaire du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale Pas-de-Calais**

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu le Code des Assurances,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26 qui précise "les Centres de Gestion peuvent souscrire pour le compte des collectivités et établissements du département qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers découlant des dispositions des articles L 416-4 du Code des Communes et 57 de la présente loi, ainsi que des dispositions équivalentes couvrant les risques applicables aux agents contractuels",

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu la délibération du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du département du Pas-de-Calais en date du 09 février 2023 approuvant le principe du contrat groupe assurances statutaires précisant le recours à la procédure de l'appel d'offres ouvert européen pour l'ensemble de la consultation

Vu la réunion de la Commission d'Appel d'Offres du 27 juin 2023 et de son rapport d'analyse des offres.

Vu la délibération du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du département du Pas-de-Calais en date du 27 juin 2023 autorisant le Président du Centre de Gestion à signer le marché avec chaque candidat pour le lot concerné.

Vu la déclaration d'intention proposant de se joindre à la procédure du contrat groupe que le Centre de Gestion a lancé.

Vu l'exposé du Maire,

Vu les documents transmis par le Centre de Gestion, et notamment la convention d'adhésion au contrat d'assurance groupe valant également convention de suivi du Cabinet d'audit susmentionné,

Considérant la nécessité de passer un contrat d'assurance statutaire,

Considérant que le contrat ainsi proposé a été soumis au Code de la commande publique,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide A L'UNANIMITE

- D'approuver les taux et prestations obtenus par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du département du Pas-de-Calais pour le compte de notre collectivité ou de notre établissement public,
- D'adhérer au contrat groupe assurance statutaire à compte du 01<sup>er</sup> janvier 2024, et ceci jusqu'au 31 décembre 2027 sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les délais prévus au contrat (4 mois avant la date d'échéance annuelle fixée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année), et ceci dans les conditions suivantes :

1) Lot 5 Collectivités et établissements comptant de 101 à 200 agents CNRACL (sans charges patronales)

Garanties	Franchises	Taux en %
Décès		0.20%
Accident de travail	0 jour	4.33%
Longue Maladie/longue durée	0 jour	4.03%
Maternité – adoption		0.41%
Maladie ordinaire	-	- %
<b>Taux total</b>		<b>8.97 %</b>

Ce taux total sera appliqué pour le calcul de la prime d'assurance à verser, sur la masse salariale assurée composée du traitement de base indiciaire, de l'indemnité de résidence, du supplément

familial de traitement et de la nouvelle bonification indiciaire et éventuellement suivant le choix de la collectivité ou l'établissement, le régime indemnitaire servi mensuellement aux agents.

- De couvrir les frais exposés par le Centre de Gestion au titre du présent marché, versera une participation financière comme suit :
- ⇒ 1.00 % de la prime d'assurance dans le cadre de la mission de suivi et d'assistance technique. Ce taux applicable annuellement sur la prime d'assurance calculée par la collectivité pourra être éventuellement révisé par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion. Cette participation financière vient en sus des taux figurant aux points 1 et 2 de la présente délibération.
- D'adhérer obligatoirement à une convention de suivi comprenant :
  - L'assistance à l'exécution du marché
  - L'assistance juridique et technique
  - Le suivi et l'analyse des statistiques, et l'établissement d'un programme de prévention
  - L'organisation de réunions d'information continue.

Le coût annuel supporté par la collectivité ou l'établissement varie suivant le nombre d'agents figurant au(x) contrat(s) comme suit : le paiement sera donc effectué par les adhérents au contrat groupe ou titulaire du marché d'audit, à savoir la société BACS.

Tarification annuelle	Prix en Euros HT	Prix en Euros TTC
de 1 à 10 agents	150.00	180.00
de 11 à 30 agents	200.00	240.00
de 31 à 50 agents	250.00	300.00
+ de 50 agents	350.00	420.00

Cette convention de suivi intervient en sus des taux figurant aux points 1 et 2 et de la participation financière à verser au Centre de Gestion.

- D'autoriser M. le Maire à signer le ou les bons de commande ainsi que la convention qui intervient dans le cadre du contrat groupe, retenus par la collectivité dans le cadre de l'adhésion au contrat groupe auxquels s'ajoutent la participation financière au CDG et la convention de suivi

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire  
après envoi en Sous-Préfecture

le :

et publication ou notification du :

*A BILLY-MONTIGNY*, le

Le Maire,

B. TRONI

#signature#